

1. Introduction

Le présent document a pour but de stimuler la discussion sur les choix qu'il nous faut faire.

La fin de la guerre froide a supprimé une barrière idéologique à l'intégration plus poussée du système mondial du commerce et des paiements. L'actuel abandon de la planification centrale et la démythification saisissante de l'État des travailleurs ont débouché sur un consensus quant aux avantages considérables de l'économie de marché. Le caractère douloureux de la transition, ce dont témoigne la résurgence de nationalismes très circonscrits (et périphériques), le ciment du totalitarisme impérial soviétique s'étant lézardé, n'a pas de quoi détourner vraiment notre attention des conséquences de cette nouvelle réalité de grande envergure. En outre, l'acceptation croissante des forces du marché a renforcé la tendance à l'approfondissement de l'intégration économique transfrontalière, qui se manifeste dans les courants des biens, des services, des investissements et des techniques, lesquels s'accroissent à des rythmes constamment supérieurs à celui de la croissance des économies nationales depuis une génération. L'intensification de la concurrence et de l'intégration transfrontalières, à leur tour, suscitent de nouvelles pressions en faveur de l'atténuation des différences de fond entre les entités dans de nombreux domaines que la plupart des décideurs considéraient par le passé comme relevant éminemment des sphères nationale et locale. Dans ce contexte, la diplomatie économique n'a jamais revêtu autant d'importance.¹

Pourtant, peut-être nous sommes-nous laissés exagérément éblouir par l'effondrement étonnant de la planification centrale et par la logique apparemment inexorable de la mondialisation économique. Ni l'une ni l'autre de ces évolutions n'est permanente ou achevée. Ni l'une ni l'autre ne doit forcément pousser un pays de taille moyenne comme le Canada à être présent partout en même temps et avec le même degré d'intensité. Ni l'une ni l'autre ne nous dispense, ce qui aurait été bien commode, de la lourde, mais cruciale nécessité de faire des choix.

Le slogan du type «La mondialisation tous azimuts» recouvre beaucoup plus de nuances qu'il n'y paraît à première vue; du moins, ce devrait être le cas. La plus grande partie du bien-être économique du Canada est générée au

¹ On trouvera une description plus détaillée de cette toile de fond dans Keith Christie, «La mondialisation et la politique officielle au Canada : la recherche d'un paradigme», Document 93/01 du Groupe de la planification des politiques, janvier 1993.